Kongsi et sociétés secrètes : une gouvernance hors de l'État colonial

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Le sens du mot kongsi

Le mot *kongsi* a plusieurs sens qui éclairent l'histoire de l'organisation chinoise. Au sens premier, il désigne une association de personnes ou une compagnie, c'est-à-dire un groupe qui détient des biens ou mène des affaires en commun. Le même mot désignait les communautés minières autonomes de l'ouest de Bornéo, les associations de planteurs de gambier et les confréries jurées que les Britanniques appelaient sociétés secrètes. Le Singapour moderne l'emploie dans le nom d'institutions respectables comme la Ngee Ann Kongsi, l'association teochew fondée en 1830 sous le nom de Ngee Ann Kun.[1]

L'étendue du terme montre que les Chinois du Nanyang ne traçaient pas de frontière nette entre association commerciale, association communautaire et organisation politique. Un groupe d'hommes qui mettaient leurs capitaux en commun pour

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

ouvrir une mine ou une plantation se gouvernaient aussi eux-mêmes, pourvoyaient aux besoins de leurs membres et défendaient leurs intérêts face aux étrangers. La kongsi était à la fois une entreprise économique et une petite entité politique.[2]

La Tiandihui et la Ghee Hin

Les confréries jurées de Singapour descendaient de la Tiandihui, la Société du Ciel et de la Terre, apparue au Fujian au milieu du XVIIIe siècle avec pour but de renverser la dynastie mandchoue des Qing et de restaurer les Ming.[3] Dans le Nanyang, loin de l'État Qing, les confréries perdirent l'essentiel de leur finalité politique. Elles devinrent des organisations d'entraide, de recrutement de main-d'œuvre et de contrôle économique. La Ghee Hin Kongsi, dont le nom signifie « Essor de la Droiture », fut la première société de ce type à Singapour ; elle est attestée dès 1820.[4]

Les sociétés admettaient leurs membres par des rites d'initiation élaborés, les liaient par des serments et punissaient sévèrement la trahison. Elles offraient une protection aux nouveaux venus dans une ville où la police coloniale était peu nombreuse. En 1843 encore, la police comptait 133 agents pour une population chinoise de 32 132 personnes. Ce rapport avait à peine changé en 1865, lorsque 385 policiers servaient 50 043 Chinois.[5] Dans ce vide, les sociétés organisaient le recrutement et le contrôle de la main-d'œuvre dans les plantations et les mines, contrôlaient une partie des fermes fiscales et réglaient les différends entre leurs membres.

Ordre privé et violence

Comme d'autres formes d'ordre privé, les sociétés pouvaient basculer dans la violence. Les rivalités entre sociétés, qui recoupaient souvent celles entre groupes dialectaux et intérêts économiques, dégénérèrent à maintes reprises en affrontements. Les émeutes de 1854 entre groupes hokkien et teochew furent les plus graves du siècle et coûtèrent des centaines de vies.[6] D'autres troubles suivirent, notamment les émeutes de Penang en 1867 et les Post Office Riots de 1876 à Singapour.[7]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Pour les marchands, les sociétés avaient deux visages. Elles fournissaient l'organisation qui contrôlait la main-d'œuvre et faisait respecter les obligations dans l'économie de plantation, dont les marchands tiraient profit. Mais leur violence menaçait aussi la propriété et le commerce et nuisait à la réputation de l'établissement. Les principaux marchands étaient souvent membres ou protecteurs de sociétés. La frontière entre commerce respectable et monde des confréries restait poreuse.

La réponse coloniale

L'État colonial réagit progressivement. Le Peace Preservation Act de 1867 permit le bannissement des immigrants chinois condamnés. En 1869, la Dangerous Societies Suppression Ordinance imposa aux sociétés de s'enregistrer. La première vague d'enregistrement recensa dix sociétés, avec 618 dignitaires et 12 371 membres.[8] En 1877, le gouvernement créa le Chinese Protectorate sous la direction de William Pickering, qui parlait chinois et devint le premier Protector of the Chinese.[9] Le Protectorate reprit certaines fonctions jusque-là assumées par les sociétés, comme la surveillance de l'arrivée et de l'emploi des migrants.

L'étape décisive fut la Societies Ordinance de 1889, en vertu de laquelle les sociétés secrètes furent déclarées illégales à compter de 1890.[10] Privées de leur rôle légitime dans la gouvernance de la communauté, les sociétés survécurent dans la clandestinité. Leurs fonctions passèrent aux associations, au Protectorate et, de plus en plus, aux institutions de l'État colonial.

Bilan

L'histoire des sociétés illustre un schéma général du développement des places financières : l'ordre privé précède l'ordre public, puis lui cède la place. Là où l'État est faible, les communautés créent leurs propres institutions pour faire respecter les accords et maintenir la paix. Ces institutions peuvent être efficaces au sein de la communauté et dangereuses au-delà. À mesure que l'État se renforce, il reprend leurs fonctions, les enregistre ou les supprime et soumet leurs membres à un droit commun.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Cette transition a des coûts et des avantages. L'avantage tient à l'extension de la sécurité et de l'exécution des engagements à tous, quelle que soit l'appartenance communautaire, ce qui élargit le cercle dans lequel le commerce et le crédit peuvent circuler. Le coût réside dans la perte du savoir local et de la souplesse informelle qu'apportaient les institutions communautaires. La combinaison moderne singapourienne d'un État fort et d'associations communautaires actives, étudiée dans les parties suivantes de ce livre, peut se lire comme un compromis durable entre les deux.

Notes

1. Wikipedia, « Seah Eu Chin » (consulté en septembre 2026) : il contribua à fonder en 1830 la Ngee Ann Kun, devenue la Ngee Ann Kongsi en 1845. ↩
2. Sur la kongsi comme forme combinant association, autogouvernement et entraide, voir Wang Tai Peng, *The Origins of Chinese Kongsi*, Petaling Jaya, Pelanduk, 1994, et Carl A. Trocki, « Chinese Revenue Farms and Borders in Southeast Asia », *Modern Asian Studies*, 2009. ↩
3. « Heaven, Earth and Brotherhood », *BiblioAsia*, vol. 13, n° 2, juillet–septembre 2017 : la Tiandihui est née au Fujian au milieu du XVIIIe siècle dans le but de renverser les Qing et de restaurer les Ming. ↩
4. « Heaven, Earth and Brotherhood », *BiblioAsia*, vol. 13, n° 2, juillet–septembre 2017 : la Ghee Hin Kongsi, première société secrète de Singapour, a été « formally registered in 1820 ». ↩
5. Wikipedia, « Secret societies in Singapore » (consulté en septembre 2026) : 133 agents de police pour 32 132 résidents chinois en 1843 ; 385 policiers pour une population chinoise de 50 043 personnes en 1865. ↩
6. Les émeutes entre Hokkien et Teochew de mai 1854 durèrent une dizaine de jours ; le nombre de morts est généralement estimé à environ 400. Voir National Library Board Singapore, Infopedia, « Hokkien-Teochew Riots (1854) ». ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

7. Wikipedia, « Secret societies in Singapore » (consulté en septembre 2026), sur les Penang Riots de 1867 et les Post Office Riots de 1876. ↩
8. Wikipedia, « Secret societies in Singapore » (consulté en septembre 2026) : Peace Preservation Act de 1867 ; Dangerous Societies Suppression Ordinance de 1869 imposant l'enregistrement ; « 10 societies, 618 office bearers and 12371 members were registered in the first round of registrations ». ↩
9. « Heaven, Earth and Brotherhood », *BiblioAsia*, vol. 13, n° 2, juillet–septembre 2017 : William A. Pickering devint le premier Protector of the Chinese en 1877. ↩
10. « Heaven, Earth and Brotherhood », *BiblioAsia*, vol. 13, n° 2, juillet–septembre 2017 : la Societies Ordinance de 1889 conduisit à déclarer les sociétés secrètes illégales, avec effet en 1890. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com